

L'horizon de l'économie mondiale s'est fortement assombri depuis les dernières prévisions de nos *Perspectives de l'économie mondiale* du mois de janvier. Nous avons alors estimé que le redressement de l'économie allait s'affermir au niveau mondial à partir du deuxième trimestre de cette année, au lendemain de l'impact éphémère du variant Omicron. Depuis lors, les perspectives se sont dégradées, en grande partie du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui engendre une crise humanitaire dramatique en Europe de l'Est, et en raison des sanctions prononcées à l'encontre de la Russie pour faire pression dans l'espoir qu'elle mette fin aux hostilités.

Cette crise intervient alors que l'économie mondiale était en voie de redressement, mais ne s'était pas encore complètement rétablie des conséquences de la pandémie de COVID-19, faisant apparaître une divergence notable entre la reprise dans les pays avancés et dans les pays émergents et les pays en développement. Outre la guerre, des confinements fréquents et à plus grande échelle en Chine, touchant notamment des pôles industriels de premier plan, y ont également ralenti l'activité, et pourraient créer de nouveaux goulets d'étranglement pour les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les pressions à la hausse sur les prix se sont généralisées et sont devenues à la fois plus intenses et plus durables, ce qui a entraîné un resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays. Dans l'ensemble, les risques pesant sur les perspectives économiques ont fortement augmenté et les pouvoirs publics doivent désormais procéder à des arbitrages de plus en plus complexes.

Au-delà des conséquences humanitaires immédiates, la guerre va fortement entraver la reprise au niveau mondial, en ralentissant la croissance et en causant un surcroît d'inflation. Le présent rapport prévoit une croissance mondiale de 3,6 % en 2022 et 2023, soit 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins, respectivement, que les prévisions du mois de janvier. Cette révision à la baisse tient pour une grande part aux effets directs de la guerre sur la Russie et l'Ukraine et aux retombées du conflit sur le reste du monde.

La Russie et l'Ukraine devraient voir leurs PIB se contracter fortement en 2022. L'effondrement de

l'économie ukrainienne résulte directement de l'invasion, de la destruction des infrastructures et de l'exode d'une partie de sa population. Le net recul de l'activité en Russie s'explique par les effets des sanctions, la rupture des relations commerciales, la forte détérioration de l'intermédiation financière à l'intérieur du pays, et la perte de confiance des acteurs économiques.

À la manière d'ondes sismiques qui se propagent à partir de l'épicentre d'un tremblement de terre, les répercussions économiques de la guerre se font sentir bien au-delà de la région, essentiellement par l'intermédiaire des marchés des produits de base, des échanges commerciaux et des liens financiers. Étant donné que la Russie est l'un des principaux producteurs de pétrole, de gaz, de métaux, et, avec l'Ukraine, de blé et de maïs, la baisse actuelle et anticipée de l'offre de ces produits de base a d'ores et déjà fait fortement augmenter leurs cours. L'Afrique subsaharienne, l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont les premières régions à pâtir de cette situation. Les augmentations de prix des denrées alimentaires et des combustibles vont nuire aux ménages modestes dans le monde entier, y compris sur les continents américain et asiatique.

Le chapitre 1 analyse en détail la manière dont cette guerre vient se surajouter à la série de chocs sur l'offre qui ont frappé l'économie mondiale au cours de la pandémie, en contribuant à de nouvelles pénuries au-delà des secteurs énergétique et agricole. Des perturbations de la production dans un pays peuvent très rapidement produire leurs effets dans le monde entier, par l'intermédiaire de chaînes de valeur mondiales étroitement imbriquées. Certains produits spécialisés fabriqués par des sociétés établies en Russie et en Ukraine viennent déjà à manquer aux producteurs automobiles européens. Certains pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale entretiennent des liens directs et multiples avec la Russie, qu'il s'agisse de relations commerciales ou d'envois de fonds. L'activité économique de ces pays devrait pâtir de la situation. L'arrivée de plus de 4 millions d'Ukrainiens dans les pays voisins, notamment en Pologne, mais également en Roumanie, en République de Moldova et en Hongrie, va également aggraver les difficultés économiques de la région.

L'inflation avait déjà bondi dans de nombreux pays avant la guerre, en raison de la forte hausse des prix des produits de base et des déséquilibres entre l'offre et la demande engendrés par la pandémie. Les banques centrales de plusieurs pays développés ou émergents étaient déjà sous tension avant la guerre, comme aux États-Unis ou en Amérique latine, ce qui les avait amenées à anticiper le resserrement de leur politique monétaire. Les ruptures d'approvisionnement causées par la guerre vont fortement exacerber ces tensions, notamment du fait de l'augmentation des cours de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires. Les goulets d'étranglement devraient certes finir par s'atténuer au fur et à mesure que la production augmentera ailleurs dans le monde en réponse à l'augmentation des prix et que de nouvelles capacités productives deviendront disponibles, mais dans certains secteurs, les pénuries devraient perdurer au cours de l'année 2023. Par conséquent, d'après les estimations actuelles, l'inflation devrait se maintenir à un niveau élevé beaucoup plus longtemps que nous ne l'envisagions dans nos dernières prévisions, et ce aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement.

L'inflation est devenue une source majeure de préoccupation dans de nombreux pays. Dans certains pays avancés, comme aux États-Unis et dans certains pays européens, elle a atteint son niveau le plus élevé depuis quarante ans, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Le risque d'un désancrage des anticipations d'inflation augmente, ce qui pourrait encourager les banques centrales à prendre des mesures de resserrement monétaire plus draconiennes. Dans les pays émergents et les pays en développement, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des combustibles pourrait accroître sensiblement le risque de troubles publics.

Dès le lendemain de l'invasion, les sorties de capitaux en provenance de pays émergents et de pays en développement ont nettement augmenté, ce qui a durci les conditions financières pour les emprunteurs vulnérables et les importateurs nets de produits de base, tout en exerçant une pression à la baisse sur les monnaies des pays les plus exposés. Jusqu'à présent, ces évolutions se sont déroulées de manière ordonnée dans la plupart des cas. Cependant, l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde met en exergue plusieurs sources de fragilité financière. De plus en plus de pays émergents risquent de se retrouver en difficulté si les mesures de resserrement monétaire continuent de s'accroître dans le monde, en particulier aux États-Unis, ou si les marchés financiers procèdent à des corrections plus

drastiques, ce qui assombrirait d'autant plus l'horizon de l'économie mondiale.

Pour ce qui concerne les finances publiques, l'espace budgétaire s'était déjà restreint dans de nombreux pays du fait de la nécessité d'engager des dépenses pour lutter contre la COVID-19. Les niveaux d'endettement ont notablement augmenté, et il était attendu que les mesures exceptionnelles de soutien budgétaire prennent fin en 2022–23. La guerre et la hausse imminente des taux d'intérêt au niveau mondial vont encore réduire l'espace budgétaire dans de nombreux pays, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement importateurs de pétrole et de denrées alimentaires. Le chapitre 2 montre que l'endettement des entreprises non financières et des ménages a augmenté dans beaucoup de pays au cours de la pandémie, car les pouvoirs publics ont contribué à maintenir l'accès au crédit. Cette situation risque désormais de générer des facteurs de vulnérabilité sur le marché du crédit, à mesure que les taux d'intérêt et les primes de risque augmenteront, ce qui ne sera pas sans conséquence pour la stabilité financière.

En outre, la guerre a augmenté le risque d'une fragmentation plus durable de l'économie mondiale en blocs géopolitiques s'appuyant sur des normes technologiques, des monnaies de réserve et des systèmes de paiements internationaux distincts. Un bouleversement d'une telle ampleur supposerait la reconfiguration des réseaux de production et des chaînes d'approvisionnement, ce qui occasionnerait des coûts d'ajustement élevés et des pertes d'efficacité durables. Par ailleurs, une telle secousse impliquerait une remise en cause profonde de l'ensemble de règles qui régit les relations économiques et internationales depuis 70 ans.

En raison de la nature inédite du choc, nous tenons à rappeler que ces prévisions sont entachées d'une incertitude beaucoup plus forte qu'à l'accoutumée. La croissance pourrait ralentir nettement plus et l'inflation s'avérer plus élevée que prévu si, par exemple, les sanctions visant à mettre un terme à la guerre frappaient un volume encore plus important d'exportations russes, énergétiques ou autres. De telles éventualités font l'objet d'une analyse plus détaillée dans l'encadré des scénarios du chapitre 1. À tout cela vient s'ajouter le fait que la pandémie n'a pas disparu. La circulation persistante du virus est susceptible de favoriser l'émergence de variants plus meurtriers, que les vaccins ou l'immunité acquise lors de précédentes infections ne permettraient pas d'endiguer, ce qui entraînerait de nouvelles mesures de confinement et des perturbations supplémentaires de l'appareil productif.

Dans cet environnement difficile et incertain, il importe encore davantage que les dirigeants adoptent des politiques nationales et des initiatives multilatérales efficaces pour influencer le cours de l'économie. Si l'inflation hors alimentation et énergie se maintient durablement à un niveau élevé ou si les anticipations d'inflation à moyen et long terme s'écartent des objectifs fixés par les banques centrales, celles-ci devront procéder à des corrections encore plus drastiques de leur orientation monétaire. Alors que les banques centrales des pays avancés adoptent des politiques monétaires plus restrictives et que les taux d'intérêt montent dans ces mêmes pays, les pays émergents et les pays en développement risquent pour leur part de subir de nouvelles fuites de capitaux et dépréciations monétaires de nature à raviver les pressions inflationnistes. Pour réduire au minimum les perturbations que pourraient engendrer certains changements d'orientation, il sera essentiel que les banques centrales communiquent clairement sur les causes de l'inflation et procèdent à un cadrage prospectif de la politique monétaire ; de surcroît, il conviendra que les autorités, lorsque la situation s'y prête, adoptent des mesures de gestion des flux de capitaux conformes aux préconisations de la version mise à jour de la vision institutionnelle du FMI sur les flux de capitaux.

Même si plusieurs pays devront rééquilibrer leurs finances publiques, cela ne doit pas empêcher les pouvoirs publics d'apporter un soutien ciblé aux réfugiés déplacés par des conflits, aux ménages appauvris par l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des combustibles, et aux personnes touchées par la pandémie, comme nous l'expliquons dans l'édition d'avril 2022 du *Moniteur des finances publiques*. Plus largement, les autorités doivent continuer d'accorder la priorité aux dépenses sociales et de santé. Pour se ménager une marge de manœuvre dans ce domaine, il est utile d'inscrire ces nécessaires initiatives d'appui budgétaire dans un cadre à moyen terme assorti d'une trajectoire claire et crédible de stabilisation de la dette publique.

Tout en s'employant à juguler les effets de la guerre et de la pandémie, les pouvoirs publics ne devront pas perdre de vue leurs objectifs à long terme, notamment pour ce qui concerne la reconversion professionnelle dans le contexte de la transformation numérique et la mutation du marché du travail que nécessite le passage à une économie à zéro émission nette (voir à ce sujet le chapitre 3 du présent rapport). Pour accélérer la transition verte qui s'impose, il convient d'adopter une démarche globale associant tarification du carbone,

investissement dans les sources d'énergie renouvelables et indemnisation des acteurs économiques qui pâtissent de la transition. Le chapitre 4 se penche sur un autre objectif de long terme, l'amélioration de la capacité d'adaptation des chaînes d'approvisionnement mondiales, et montre que les politiques de relocalisation sont susceptibles d'exposer davantage les pays aux perturbations des approvisionnements, plutôt que de les en protéger.

La coopération multilatérale demeure essentielle pour atteindre ces objectifs. Dans l'immédiat, la priorité est d'œuvrer en faveur de la paix. En matière climatique, il est indispensable que l'action publique se hisse à la hauteur des ambitions affichées. Afin de coordonner les initiatives nationales visant à atténuer les risques de catastrophes climatiques, il faudra mettre en place des dispositifs de finance multilatérale et convenir d'un prix plancher pour le carbone, différencié en fonction du niveau de revenu des pays. Il importe également d'assurer dans le monde entier un accès équitable à l'ensemble des outils permettant de lutter contre la pandémie de COVID-19 (tests de dépistage, traitements et vaccins), et d'apporter une réponse à d'autres enjeux prioritaires en matière de santé publique mondiale.

Les dirigeants doivent également veiller au bon fonctionnement du dispositif mondial de sécurité financière, afin d'aider les pays vulnérables à s'adapter à la hausse des taux d'intérêt décidée pour combattre l'inflation. Pour certains pays, cela supposera de s'assurer d'un soutien suffisant en liquidité pour surmonter les difficultés de refinancement à court terme. En revanche, il faudra que la dette souveraine d'autres pays soit entièrement restructurée afin de libérer des ressources indispensables aux dépenses de santé, de protection sociale et de développement. Le cadre commun du G20 pour les traitements de dette fournit des orientations en la matière, mais n'a pas encore porté ses fruits. L'absence d'un dispositif rapide et efficace dans ce domaine représente une faille dans le système financier mondial. Il convient également d'accorder une attention toute particulière à la stabilité d'ensemble de l'ordre économique mondial, afin d'empêcher que les règles ayant permis de faire sortir des millions de personnes de la pauvreté ne soit démantelé.

Il est important de souligner que ces risques et ces mesures interagissent de manière complexe à court, moyen et long terme. La hausse des taux d'intérêt, l'impératif de protection des plus défavorisés contre l'augmentation des produits alimentaires et énergétiques, ou encore l'augmentation des dépenses militaires, rendent plus difficile l'action des pouvoirs publics en faveur de la viabilité des

finances publiques. Quant à l'érosion de l'espace budgétaire, elle complique les investissements dans la transition verte ; or les retards pris dans la lutte contre les changements climatiques accroissent la vulnérabilité des pays aux chocs sur les prix des produits de base, ce qui alimente l'inflation et contribue à l'instabilité économique. La fragmentation géopolitique rend tous ces arbitrages encore plus ardu, car elle augmente le risque de conflit et de volatilité économique et diminue l'efficacité de l'ensemble du système.

En l'espace de quelques semaines, le monde s'est une fois de plus retrouvé en présence d'un choc majeur et

porteur de transformations. Alors même qu'un redressement durable semblait à portée de main après l'effondrement de l'économie mondiale engendré par la pandémie, il y a fort à craindre qu'une grande partie des progrès récents soient annulés par la guerre. Les nombreux défis à relever exigent que des mesures adaptées fassent l'objet de concertations aux niveaux national et international pour empêcher que la situation ne se dégrade encore davantage et pour améliorer les perspectives économiques de tous.

Pierre-Olivier Gourinchas
Conseiller économique et directeur des études

La guerre en Ukraine a déclenché une crise humanitaire coûteuse qui exige une résolution pacifique. Les dégâts économiques entraînés par le conflit contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale en 2022. Une récession bien supérieure à 10 % en Ukraine et une forte contraction de l'activité en Russie sont plus que probables, ainsi que des répercussions à l'échelle mondiale par l'intermédiaire des marchés des produits de base, des échanges commerciaux et du système financier. Alors même que la guerre nuit à la croissance, elle va de surcroît alimenter l'inflation. Les prix des combustibles et des denrées alimentaires augmentent rapidement, or ce sont les couches vulnérables de la population, en particulier dans les pays à faible revenu, qui souffrent le plus de cette situation. Ce niveau élevé d'inflation va compliquer l'action des banques centrales, qui doivent arbitrer entre la limitation des pressions sur les prix et la préservation de la croissance. Les taux d'intérêt devraient augmenter au fur et à mesure que les banques centrales adopteront des politiques monétaires plus restrictives, ce qui mettra sous pression les pays émergents et les pays en développement. En outre, de nombreux pays ne disposent que d'un espace budgétaire limité pour atténuer les effets de la guerre sur leur économie. L'invasion a contribué à la fragmentation économique en entraînant la rupture des relations commerciales d'un nombre considérable de pays avec la Russie, et risque de faire dérailler la reprise postpandémique. Elle menace également les cadres juridiques et normatifs qui ont favorisé l'intégration économique au niveau mondial et permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. De plus, le conflit aggrave les difficultés économiques engendrées par la pandémie. Bien que de nombreuses régions du monde semblent avoir dépassé la phase la plus aiguë de la crise de la COVID-19, le nombre de morts demeure élevé, en particulier parmi les non-vaccinés. En outre, les récents confinements décidés dans des pôles industriels et commerciaux chinois majeurs vont sans doute aggraver les perturbations qui affectent les chaînes d'approvisionnement ailleurs dans le monde.

La croissance mondiale devrait passer, selon les estimations, de 6,1 % en 2021 à 3,6 % en 2022 et 2023, soit 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins en 2022 et

en 2023, respectivement, que ce qui était envisagé lors de l'édition de janvier de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*. Après 2023, la croissance mondiale devrait baisser et s'établir à environ 3,3 % à moyen terme. Il est essentiel de préciser que ces prévisions supposent que le conflit ne s'étendra pas au-delà de l'Ukraine, que les futures sanctions prononcées à l'encontre de la Russie épargneront le secteur énergétique (même si le scénario de référence tient compte des conséquences des décisions prises par les pays européens de se passer d'énergie russe et des embargos annoncés jusqu'à la date du 31 mars 2022), et que les effets sanitaires et économiques de la pandémie s'estomperont au cours de l'année 2022. À quelques exceptions près, l'emploi et la production resteront généralement en dessous de leurs niveaux prépandémiques jusqu'en 2026. Dans les pays émergents et les pays en développement, où le soutien des pouvoirs publics est plus limité et où la vaccination progresse généralement plus lentement, les séquelles économiques devraient être beaucoup plus profondes que dans les pays avancés, et la production devrait rester inférieure à la tendance prépandémique tout au long de l'horizon prévisionnel. Ces prévisions présentent un degré d'incertitude exceptionnellement élevé, et les perspectives sont exposées à des risques principalement baissiers, liés par exemple à une possible aggravation du conflit, à une intensification des sanctions à l'encontre de la Russie, à un ralentissement plus marqué que prévu en Chine à mesure que le variant Omicron met à l'épreuve la stratégie zéro COVID des autorités, et à une résurgence de la pandémie en cas d'apparition d'une nouvelle souche plus virulente. De plus, en faisant augmenter les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la guerre en Ukraine risque d'amplifier les tensions sociales, ce qui assombrirait davantage les perspectives.

L'inflation devrait se maintenir à un niveau élevé plus longtemps que ne l'envisageaient les dernières prévisions, en raison de l'augmentation des cours des produits de base et de la généralisation des pressions à la hausse sur les prix que la guerre a engendrées. D'après les projections, l'inflation devrait atteindre 5,7 % dans les pays avancés et 8,7 % dans les pays émergents et les pays en

développement en 2022, soit 1,8 et 2,8 points de pourcentage au-dessus des niveaux projetés en janvier, respectivement. Le scénario de référence prévoit certes une résorption progressive des déséquilibres entre l'offre et la demande et une légère augmentation de l'offre de main-d'œuvre, ce qui devrait conduire *in fine* à un ralentissement de l'inflation, mais les prévisions sont, là aussi, entourées d'incertitude. Les conditions risquent de se détériorer considérablement. Une aggravation des déséquilibres entre l'offre et la demande (y compris en raison de la guerre) et de nouvelles hausses des cours des produits de base pourraient installer une inflation durablement élevée, susciter une augmentation des anticipations d'inflation, et entraîner une augmentation plus soutenue des salaires. En cas de signaux faisant craindre une inflation élevée à moyen terme, les banques centrales n'auront d'autre choix que de réagir plus vite que ce que l'on anticipe actuellement, ce qui entraînerait une hausse des taux d'intérêt et une aggravation des facteurs de vulnérabilité liés à l'endettement, en particulier dans les pays émergents.

La guerre en Ukraine a rendu plus difficiles deux arbitrages de politique économique, entre la maîtrise de l'inflation et la consolidation de la reprise, d'une part, et entre l'aide aux plus fragiles et la reconstitution d'une marge de manœuvre budgétaire, d'autre part.

- *Maîtriser l'inflation* : Si les banques centrales n'ont pas de prise sur de nombreuses causes de l'inflation (guerre, sanctions, pandémie, perturbation des chaînes d'approvisionnement), les pressions à la hausse sur les prix ont tendance à se généraliser. Le choc causé par la guerre se transmettra de manière différenciée selon les pays, en fonction de leurs liens commerciaux et financiers, de leur sensibilité aux augmentations des cours des produits de base et de l'intensité de la poussée d'inflation préexistante. Par conséquent, la politique monétaire qu'il conviendra de mettre en œuvre pour répondre à ce choc ne sera pas la même d'un pays à l'autre. Dans certains pays, dont les États-Unis, les pressions inflationnistes, alimentées par d'importants dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics, s'étaient considérablement accrues et généralisées avant même l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans d'autres pays, les produits de base dont le prix augmente en raison de la guerre et de la cherté des combustibles occupent une place prééminente dans les paniers de consommation, ce qui risque de généraliser les pressions à la hausse sur les prix et de les installer dans la durée. Dans les deux cas, il conviendra d'adopter une politique monétaire plus restrictive pour

empêcher la formation d'une boucle prix-salaires, où la hausse des prix et l'augmentation des salaires et des anticipations d'inflation s'alimentent mutuellement. Dans les pays où les répercussions néfastes de la guerre sont plus marquées, il sera plus difficile d'arbitrer entre la préservation de la croissance et la maîtrise de l'inflation. Les banques centrales doivent continuer de surveiller de près les effets des pressions à la hausse sur les prix sur les anticipations d'inflation et de communiquer clairement sur les perspectives en matière d'inflation et de politique monétaire. Il est essentiel que le cadrage prospectif de l'orientation monétaire repose sur une approche bien orchestrée et fondée sur des données (y compris s'agissant de la trajectoire des taux directeurs et de la réduction des bilans des banques centrales, qui ont atteint des niveaux sans précédent), afin que les cadres stratégiques restent crédibles.

- *Politique budgétaire en période de hausse des taux d'intérêt et du coût de la vie* : Les politiques budgétaires doivent dépendre de l'exposition aux conséquences de la guerre, de la situation pandémique et de la vigueur de la reprise économique. Au lendemain d'une expansion budgétaire tout aussi spectaculaire que nécessaire dans de nombreux pays au cours de la pandémie, l'endettement a atteint des sommets historiques, et les États sont plus que jamais exposés à une hausse des taux d'intérêt. L'impératif de rééquilibrage des finances publiques ne doit pas empêcher les pouvoirs publics d'accorder la priorité à des dispositifs de soutien ciblé en faveur des plus vulnérables, comme les réfugiés et toutes les personnes qui souffrent de la hausse des prix des produits de base et des effets de la pandémie. Quand l'espace budgétaire est suffisant et que la politique monétaire nationale se heurte à des contraintes (par exemple parce que la borne inférieure effective a été atteinte ou du fait de l'appartenance à une union monétaire), il peut être justifié d'accorder un appui budgétaire élargi, selon le degré de gravité de la baisse de la demande globale. En accordant cet appui budgétaire, les pouvoirs publics doivent cependant veiller à ne pas aggraver les déséquilibres préexistants entre l'offre et la demande et à ne pas exacerber les pressions à la hausse qui s'exercent déjà sur les prix. Lorsque leur espace budgétaire est plus restreint, les autorités devront emprunter une ligne de crête permettant de concilier rééquilibrage budgétaire et dépenses prioritaires. En outre, les pouvoirs publics doivent se montrer vigilants vis-à-vis des sources de vulnérabilité liées à la hausse des taux d'intérêt (ce sujet fait l'objet du chapitre 2).

- *Se préparer à l'économie de demain* : Au-delà des difficultés posées dans l'immédiat par la guerre et la pandémie, les dirigeants ne doivent pas perdre de vue leurs objectifs à long terme. Les perturbations causées par la pandémie ont mis en évidence la productivité liée aux nouvelles manières de travailler. Les pouvoirs publics doivent s'efforcer de tirer parti des effets positifs des mutations structurelles à l'œuvre, en facilitant l'acquisition par la main-d'œuvre de nouveaux outils et de nouvelles compétences qui lui permettront à la fois de saisir les possibilités et de relever les défis du numérique. Par ailleurs, la tarification du carbone et la réforme des subventions aux combustibles fossiles peuvent faciliter la transition vers un système de production plus propre et moins tributaire des variations de cours des combustibles fossiles, ce qui s'avère plus nécessaire que jamais au regard des retombées de la guerre sur le marché énergétique mondial. La transition vers une économie verte supposera également une réaffectation de la main-d'œuvre d'une profession et d'un secteur à l'autre. Le chapitre 3 se penche sur les mesures susceptibles de faciliter cette transformation du marché du travail.

Il reste essentiel de prendre des initiatives multilatérales pour répondre à la crise humanitaire, empêcher que l'économie mondiale ne se fragmente davantage, préserver la

liquidité mondiale, faire face aux situations de surendettement, lutter contre les changements climatiques et mettre fin à la pandémie. Les conséquences néfastes de l'affrontement géopolitique en cours nous rappellent l'importance de la coopération au niveau mondial, qu'il s'agisse de répondre aux besoins immédiats des réfugiés de guerre ou de s'atteler à la future reconstruction de l'Ukraine, qui exigera des efforts considérables. À l'heure où la volatilité augmente, où les besoins humanitaires mettent les dépenses sous tension et où les conditions se durcissent sur les marchés financiers, il devient de plus en plus vraisemblable qu'un certain nombre de pays rencontreront des difficultés financières. Les institutions multilatérales représentent un filet de sécurité indispensable en fournissant des liquidités d'urgence et en empêchant la contagion des crises. Lorsque le soutien en liquidité ne suffit pas, il est essentiel de se diriger vers un processus ordonné de restructuration de la dette. En matière climatique, les pays avancés doivent réaliser de véritables avancées pour honorer les engagements pris à l'occasion de la COP26. Les pays émergents et les pays en développement doivent se montrer plus ambitieux dans la réduction de leurs émissions. Enfin, puisque la pandémie n'est toujours pas terminée, les pouvoirs publics doivent employer l'ensemble des outils dont ils disposent pour combattre le virus, en remplissant leurs objectifs vaccinaux et en assurant un accès équitable aux tests de dépistage et aux traitements.